

**Monsieur le Président de la République  
Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre de l'Education**

## **JUSTICE POUR ROLAND VEUILLET La dignité ne se marchande pas.**

Comme Roland Veillet, j'ai entamé une grève de la faim pour faire éclater la vérité et faire appliquer la loi.

Comme Roland Veillet, j'ai arrêté cette grève de la faim et je continue à réclamer que justice lui soit rendue.

Comme sans doute des milliers de personnes qui connaissent aujourd'hui cette lutte grâce à Roland Veillet, je n'aurais jamais imaginé qu'un ministre de l'Education, qu'un premier Ministre, qu'un gouvernement tout entier puissent sacrifier la vie d'un homme, qui réclame justice, pour protéger une hiérarchie coupable.

Il faut se rendre à l'évidence, l'école que vous souhaitez, Monsieur le Ministre de l'Education est une école à votre image :

**une école du mépris, une école de la soumission aux intérêts les plus vils,  
une école sous la dictée du MEDEF,  
une école des calculs petits et mesquins,  
une école où les salles de classe résonneront du bruit des chaises d'enfants  
qui apprennent à se lever et à s'asseoir à l'unisson,  
une école où les cerveaux, en revanche, ne raisonneront plus.**

C'est pourquoi comme des milliers de personnes qui considèrent qu'aujourd'hui le combat pour la dignité n'est pas un vain mot, je vous demande toujours de suivre l'avis du Conseil Supérieur de la Fonction Publique, et donc d'annuler toute forme de sanction à l'encontre de Roland Veillet.

Monsieur Le Ministre de l'Education vous n'avez répondu à aucune des questions qui ont contraint Roland Veillet à entreprendre cette deuxième grève de la faim. Vous avez y compris parié sur sa vie, vous l'avez fait abusivement enfermer en hôpital psychiatrique pour le détruire, le faire disparaître.

Vous devrez répondre de cette attitude.

Monsieur le Ministre de l'Education, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Président de la République, aujourd'hui comme hier, je vous demande d'annuler les sanctions qui pèsent injustement sur Roland Veillet, d'ouvrir l'enquête administrative qu'il réclame afin que la lumière soit faite sur l'ensemble de ce dossier.

Monsieur le Ministre de l'Education, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Président de la République, aujourd'hui comme hier, je m'engage solennellement à vous interpeller et à faire connaître votre attitude jusqu'à ce que la levée des sanctions contre Roland Veillet soit devenue effective.

Amparo IBAÑEZ, institutrice à Antécume-Pata, en grève de la faim en soutien à Roland Veillet pour réclamer l'annulation des sanctions prises à son encontre.

Le 20 février 2007